

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL

Dossier



215 LES MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI PARTIE 2

231

La nécessité d'une filière de police judiciaire
au sein de l'administration pénitentiaire

Michael Sanchez

235

L'exercice des droits de la défense, clef de voûte
de l'opposabilité du secret professionnel
de l'avocat : variations sur un même thème

**Emmanuel Mercinier-Pantalacci
et Valentin Rigamonti**

240

En droit pénal aussi, « la dissolution
d'une filiale à 100 % est une fusion »

Eddy Accarion et Guillaume Beaussonie



Lefebvre Dalloz



209 Éditorial

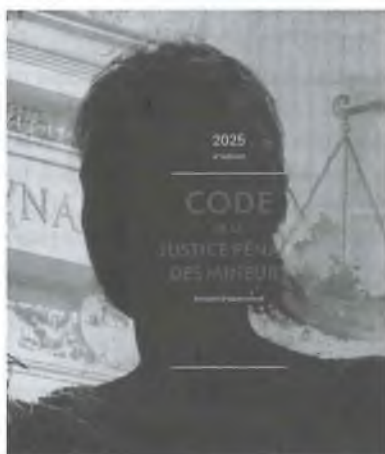
Vive les (nouveaux) états généraux de l'insertion et de la probation !
par Maud Léna

212 Au fil du mois

Publication du rapport d'activité 2024 du CGLPL
par Philine Mekerri 212

Billet littéraire
Benjamin Dierstein, *Bleus, blancs, rouges*, Flammarion, 2025
par Jean-Baptiste Thierry..... 213

215 Dossier LES MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI (PARTIE 2)



Proposition de loi Attal : restaurer l'autorité de la Justice ?
Par Eudoxie Gallardo 216

Comparution immédiate : fallait-il vraiment
rendre applicable aux mineurs ce que le droit pénal
des majeurs connaît de pire ?
Par Solène Debarre et Charlotte Tenenhaus..... 219

Un enfant en conflit avec la loi est un enfant qui relève
de la protection de l'enfance
Interview de Sophie Diehl 223

Les homicides commis par des mineurs :
cadres explicatifs et enjeux criminologiques
Par Aurélien Langlade, Keltoume Larchet et Sahana Rattinam 224

Note à l'attention des auteurs

Les contributions proposées à l'AJ pénal sont adressées par courrier électronique (m.lena@lefebvre-dalloz.fr). Les articles des dossiers et pratiques comprennent environ 20 000 signes, espaces et notes comprises et les notes de jurisprudence n'excèdent pas 8 000 signes. Une réponse est apportée aux auteurs le plus rapidement possible, après avis du comité scientifique.

229 Pratiques

Vers un élargissement des compétences du parquet européen face à la criminalité financière et environnementale ?

Chronique « Parquet européen », n° 4

par Paul Le Fèvre 229

La nécessité d'une filière de police judiciaire au sein de l'administration pénitentiaire

par Michael Sanchez 231

235 Jurisprudence

CRIM. 11 MARS 2025, N^{os} 24-82.517, 23-86.260, 23-86.261 ET 23-80.926

L'exercice des droits de la défense, clef de voûte de l'opposabilité du secret professionnel de l'avocat : variations sur un même thème

par Emmanuel Mercinier-Pantalacci et Valentin Rigamonti 235

TJ MARSEILLE, 10 MARS 2025, N° 2025/2094

En droit pénal aussi, « la dissolution d'une filiale à 100 % est une fusion »

par Eddy Accarion et Guillaume Beaussonie 240

Infractions

ABUS D'AUTORITÉ

Abus d'autorité : [rares] précisions sur la nature des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi

Crim. 19 mars 2025, n° 24-83.719 (FS-B)

par Sophie Corioland 243

HARCÈLEMENT SEXUEL

Harcèlement sexuel en amphi...

Crim. 12 mars. 2025, n° 24-81.644 (F-B)

par Caroline Lacroix 244

OUTRAGE

Outrage à magistrat par publications sur une page d'un réseau social

Crim. 25 mars 2025, n° 23-85.517 (F-B)

par Rodolphe Mesa 246

Procédure pénale

CJIP

Première utilisation du dessaisissement au profit de l'État des biens saisis

TJ Paris, CIJP, 10 févr. 2025, n° 20206000188

par Florian Engel 248

DÉTENTION PROVISoire

Prolongation de la détention par le JLD

et droits de la défense : pas de nullité sans grief

Crim. 18 mars 2025, n° 24-87.345 (FS-B)

par Coralie Ambroise-Castérot 249

EXPERTISE

Présence de l'avocat à l'examen d'expertise psychiatrique : quand l'expertise reste un mystère pour certains acteurs du procès pénal...

Crim. 25 févr. 2025, n° 24-90.017 (F-D)

par Docteur Manuel Orsat 251

PERMIS DE COMMUNIQUER

Permis de communiquer : une demande et une cassation sans ambiguïté !

Crim. 5 mars 2025, n° 24-87.031 (F-D)

par Adrien Gabeaud 252

PREUVE

Preuve de l'usage de stupéfiants par un conducteur : un test salivaire positif n'est qu'une présomption

Crim. 12 mars 2025, n° 24-82.925 (F-B)

par Jean-Paul Céré 254

Peine et exécution des peines

MOTIVATION DES PEINES

Peine d'inéligibilité avec exécution provisoire :

une nouvelle obligation de motivation pour le juge judiciaire

Cons. const., QPC, 28 mars 2025, n° 2025-1129

par Margot Pugliese 255